

COMBAT OUVRIER



Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Prix : 0,30 F

Supplément au mensuel

Samedi 4 janvier 1975

131-HEIDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI & SAMEDI

EDITORIAL

HAUTE A LA REPRESSION EN GUYANE

Une fois de plus la répression frappe dans l'une des dernières colonies françaises, en Guyane. Huit militants appartenant à différents partis anti-colonialistes sont écroués à la prison de la Santé à Paris ; ils sont inculpés d'atteinte à la sûreté de l'état.

Ces arrestations interviennent après une période d'agitation qui dure depuis Septembre 1974 en Guyane. En effet, lors du passage du ministre des prétendus DOM les Guyanais avaient voulu manifester leur mécontentement devant le siège du Conseil Général. Puis en Novembre des jeunes avaient inscrit sur les bâtiments publics des graffitis appelant à l'indépendance. Ils devaient être traduits devant les tribunaux qui tout d'abord les condamnaient à des peines de prison ferme, mais ces peines devaient être allégées devant l'indignation croissante de la population.

La répression ne s'arrêtait pas là. Perquisitions et fouilles se multipliaient. Puis ce furent les arrestations de 12 militants connus pour leur opposition au régime qui sévit en Guyane.

Huit d'entre eux ont été transférés en France, le gouvernement espérant sans doute pouvoir ainsi juger les anti-colonialistes guyanais dans le silence et l'indifférence générale. Mais dès cette semaine la riposte s'organisait en France même. Les organisations antillo-guyanaises de l'émigration et les organisations révolutionnaires et démocratiques françaises se sont rencontrées en vue de préparer une action pour réclamer la libération des emprisonnés guyanais. Un meeting unitaire est prévu ce mois-ci. Une souscription est ouverte en vue de venir matériellement en aide aux emprisonnés.

L'action doit démarrar aussi en Guadeloupe. Les travailleurs doivent comprendre que ce qui se passe en Guyane les concerne aussi. Car les travailleurs de Guyane se battent contre les mêmes maux et les mêmes ennemis en Guyane que nous.

Nous ne pouvons laisser les mains libres au colonialisme pour réprimer en Guyane. Nous ne pouvons admettre que le peuple Guyanais vive sous la botte militaire. Cayenne est aujourd'hui une ville en état de siège. Ce sont les légionnaires du commando Trépel qui y font la loi. Dans la conférence de presse qu'il a tenue à Paris le sénateur de la Guyane Léopold Heder déclarait qu'il y a en Guyane un policier pour 5 habitants.

Le gouvernement veut monter un nouveau procès comme ceux de l'OJAM en 1963, comme ceux des anti-colonialistes guadeloupéens en 1967. Mais comme dans

HAUSSE DU PRIX DU PAIN :

LE 1ER CADEAU DE GISCARD

Le lundi 23 décembre, une nouvelle hausse du prix est entrée en vigueur en Guadeloupe. Elle est de 13,33 % pour le pain de 600g, c'est-à-dire celui qui est acheté le plus couramment. C'est le cadeau de Noël de Giscard aux travailleurs et nous avons de fortes raisons de croire que ce n'est pas tout quand on sait qu'en France le prix de l'essence doit augmenter au cours des semaines à venir. Cette hausse sera très vraisemblablement répercutée aux Antilles.

Ainsi, à peine trois semaines après le passage de Giscard aux Antilles, après la mise en vigueur temporaire du plan du préfet LE CORNEC pour lutter contre la hausse des prix l'un des éléments essentiels de l'alimentation en Guadeloupe augmente de 13,33 %. Les salaires par contre ne changent pas, ou subissent des hausses

dérisoires sans commune mesure avec la hausse réelle des prix.

C'est que les patrons, les gros négociants de l'Import-Export, les autres capitalistes ont décidé de faire payer leurs difficultés actuelles aux travailleurs, car ce sont essentiellement ces derniers qui sont touchés par ces hausses successives des prix.

Aux travailleurs de réagir et de montrer à tous ces profiteurs qu'ils ne sont nullement décidés à se laisser réduire à la famine au profit d'une poignée de parasites. Et cela est possible. Il suffit de vouloir le faire. Car ce sont les travailleurs qui occupent le place la plus importante dans l'activité économique. Sans eux, rien ne peut marcher. C'est là leur force. Et c'est en se servant de cette force qu'ils pourront contraindre les patrons à payer leur propre crise.

ARLETTE LAGUILLER AUX ANTILLES

Arlette Laguiller sera aux Antilles d'ici deux semaines, invitée par Combat Ouvrier. Elle tiendra deux meetings, l'un en Guadeloupe, l'autre en Martinique.

C'est le porte-parole des travailleurs, lors des dernières élections présidentielles, où elle fut la seule femme et la seule travailleuse à être candidate, que nous accueillerons. Mais c'est surtout la militante qui quotidiennement se bat contre l'exploitation capitaliste et toutes ses injustices grandes et petites, contre toutes les formes d'oppression que subissent les femmes, les jeunes et les travailleurs émigrés qui vivent en France, que nous entendrons.

C'est la militante communiste révolutionnaire pour qui le combat des travailleurs antillais fait partie de son combat, c'est celle qui dénonçait il n'y a pas si longtemps à la radio et à la télévision les agissements du colonialisme français aux Antilles et toute la situation coloniale dont souffrent ici les travailleurs, que nous aurons la joie d'accueillir ici.

C'est la voix des travailleurs révolutionnaires de France qui luttent contre le même ennemi, la bourgeoisie colonialiste, que fera entendre Arlette Laguiller. Après que tous les politiciens ont fait étalage de leurs belles promesses, Arlette Laguiller tiendra le seul langage qui soit celui des travailleurs et des opprimés, celui de la lutte contre l'exploitation capitaliste et contre l'oppression

coloniale.

Tous ceux qui, au cours de ses interventions à la radio et à la télévision ont apprécié le contenu de ses propos et ont pensé qu'elle avait raison de dire les vérités qu'elle disait, tous ceux-là devront venir très nombreux pour l'écouter ici-même.

Le meeting aura lieu le mardi 21 janvier dans la soirée.

Dites-le autour de vous ! Préparez-vous à y venir nombreux !

LIEVIN : assassinés par le capitalisme

Vendredi 27 décembre, 43 mineurs trouvaient la mort au fond d'un puits à Liévin dans le nord de la France. Il semble que l'explosion ayant entraîné la catastrophe soit due à une accumulation de grisou.

Depuis 1906, on n'avait pas connu de catastrophe d'une telle ampleur dans le nord minier.

Bien sûr, les ingénieurs de la sécurité précisent que toutes les mesures étaient prises pour éviter de telles catastrophes, que des moyens techniques très perfectionnés permettaient de détecter très rapidement le grisou, etc... etc... Il faut donc croire que ces moyens étaient insuffisants pour que 43 hommes aient trouvé la mort dans de telles conditions. Comme toujours, la direction des houillères limite le plus possible les moyens permettant d'assu-

MARTINIQUE : les travailleurs de la Banane se préparent à la lutte

Le mécontentement grandit depuis quelque temps dans le secteur bananier, et on parle même d'une grève prochaine pour l'augmentation des salaires. En effet, ils sont particulièrement bas dans la Banane. En février 74, les ouvriers agricoles avaient obtenu la satisfaction de leurs revendications après avoir subi une répression sévère qui se solda par deux morts. Mais depuis, les prix n'ont cessé leur escalade, alors que les salaires sont restés pratiquement au même niveau.

Les travailleurs ont refusé les insignifiantes miettes que sont prêts à lâcher les patrons (3,10% d'augmentation) ; ce qui porterait le salaire journalier actuel (38 frs) à 39,17 frs. Les travailleurs réclament 44,16 frs pour la journée de 8 heures. Ils savent par expérience que s'ils

veulent obtenir ces 44,16 frs, ils devront se préparer à une lutte farouche contre les patrons.

Depuis quelque temps, les travailleurs de tous les secteurs ont montré qu'ils ne sont pas décidés à payer la crise ; aussi bien à la SPDEM que dans le Bâtiment ou à Prisunic, ils sont entrés en lutte ou sont prêts à le faire.

Mais les directions syndicales ne font rien pour permettre à ces luttes de se développer et de s'unifier dans un grand mouvement d'ensemble de la classe ouvrière contre la vie chère et la crise qui menace. Dans la Banane comme ailleurs c'est donc avant tout sur eux-mêmes que les travailleurs doivent compter pour améliorer leur sort.

"QUI A DU FER A DU PAIN..."

Au Bangladesh, trois ans après l'indépendance, le régime soi-disant libéral, mais qui en fait n'a cessé de réprimer, le fait désormais de façon ouverte : il vient de décréter l'état d'urgence, et a procédé à l'arrestation de dirigeants de l'opposition.

Rien d'étonnant à ce que des émeutes éclatent dans le pays : c'est la seule solution qui s'offre au peuple, face au régime bourgeois de Mujibur Rahman qui laisse croupir dans la famine l'immense majorité de la population. Ces derniers mois, c'est officiellement 27500 personnes qui sont mortes de faim. En réalité, sans doute plus de 50000. Le revenu moyen par habitant est de 315 frs par an !

Le gouvernement mis en place par la guerre de 1971, qui défend les intérêts des privilégiés, ne trouve à cela qu'un seul remède : écraser, dans le sang s'il le faut, toute velléité de protestation.

Cela doit, pour nous, constituer une leçon : il ne suffit pas d'acquiescer son indépendance. Encore faut-il que la lutte des opprimés ne serve pas à mettre à la

place des anciens exploités de nouveaux oppresseurs, même s'ils sont natifs du pays. Il faut que les travailleurs, les pauvres, conservent le contrôle du pouvoir pour lequel ils se sont battus ; et pour cela, ils doivent demeurer armés. A cette seule condition ils pourront répartir les richesses de la manière la plus équitable possible, en attendant que le socialisme, en s'étendant à d'autres pays, mette un terme à leurs problèmes.

CAPESTERRE :

DANS LA BANANE, ÉCHEC DES MANOEUVRES DE LA DIRECTION DE LA SCEFA.

Le samedi 28 décembre devaient avoir lieu les élections pour la désignation de délégués du personnel. Deux listes étaient en présence : une CGT et une CFDT.

La direction avait essayé de mettre toutes les chances de son côté pour faire élire ses hommes. Et c'est ainsi que depuis longtemps déjà, Charles MARTIN un des membres de la direction de la SCEFA demandait à plusieurs travailleurs de voter pour les candidats CFDT. De plus, quelques jours avant la date des élections, la direction afficha la liste des travailleurs ayant le droit de participer au vote. Et à la grande surprise de beaucoup de travailleurs, leur nom n'était pas sur la liste. Et même certains qui sont dans l'entreprise depuis plusieurs années déjà et aussi des candidats de la liste CGT.

Finalement, le samedi 28, le responsable CGT fit venir un huissier pour constater l'irrégularité de la liste. La participation fut donc très faible et la direction décida de réorganiser les élections pour plus tard.

La manoeuvre de la direction a donc échoué piteusement.

En fait ce que recherchait Charles MARTIN c'est se débarrasser de tout ce qui n'est pas CFDT sur la plantation. Et ensuite, il pourra faire la pluie et le beau temps, imposer l'augmentation des tâches, licencier qui il voudra et quand il voudra. Mais sa manoeuvre a échoué car les travailleurs n'étaient pas prêts à accepter n'importe quoi.

GROSSE-MONTAGNE :

POUR LE PAIEMENT DES JOURS FÉRIÉS

A l'usine Grosse-Montagne, les journées du 25 décembre et du 1er janvier ont bien été chômées mais non payées à l'ensemble des travailleurs. Il semble que ce soit là une règle observée par la direction de tout temps. La législation du travail précise pourtant qu'il existe bien dans l'année 10 journées fériées, chômées et payées. Peut-être la direction de l'usine se fie-t-elle à l'obligation de n'observer cette législation que pour les seuls "mensuels". Quoi qu'il en soit, même en tant qu'"hourraires", les travailleurs peuvent se battre pour exiger que les jours fériés leur soient payés. Voilà bien longtemps que partout en France, sans distinction catégorielle, les jours fériés sont payés dans la majorité des entreprises.

Mais, de la même façon que les travailleurs de Grosse-Montagne ont obtenu par la lutte que la journée du 1er mai dernier leur soit payée, ils pourront obtenir le paiement des journées du 25 décembre et du 1er janvier ainsi que le paiement de toutes les journées de fête légales.

Grève à Jardin-Billard

(MARTINIQUE)

A l'occasion de la tenue des pourparlers franco-américains à l'hôtel Méridien, tout le secteur à 1 km environ à la ronde avait été réquisitionné et ceinturé par d'importantes forces de police. Dans ce giron se trouvait le chantier d'un hôtel en construction par Jardin-Billard. Vendredi soir, le chef du chantier avertit les ouvriers que la gendarmerie interdisait le travail pour la journée de lundi. Ceci n'étant pas une décision de l'entreprise, elle ne paierait pas cette journée chômée. Le mardi matin, les 150 ouvriers du chantier, en colère se mirent en grève pour exiger le paiement de la journée de lundi. Le lendemain, il ne fallait que quelques heures à la direction pour comprendre que les ouvriers n'étaient pas décidés à lâcher prise, et elle céda. La journée de lundi fut donc payée, ainsi que la journée et demie de grève. Voilà le seul langage que comprennent les patrons, celui de la force. Encore une fois, la lutte a payé.

EDITORIAL

(suite de la page 1)

ces deux cas, la déroute du colonialisme doit être totale. Il faut démonter ce nouveau complot colonialiste destiné à démoraliser et désorganiser les rangs de ceux qui luttent pour la liberté de la Guyane.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE DE GUYANE POUR LA LIBERTÉ !

A BAS LE COLONIALISME DANS LES PRETENDUS TOM ET DOM !

Directeur de publication :
MARIE-EUGÈNE ZOZOR

Commission paritaire 51-728

Ronéo du journal P-à-P.

Correspondance :
Gérard BEAUJOUR
BP 214 Pointe-à-Pitre
BP 386 Fort-de-France

LIEVIN : assassinés par le capitalisme

(suite de la première page)

rer une sécurité permanente, car il s'agit pour elle de faire le maximum d'économies et donc de déboursier le moins possible pour la sécurité des travailleurs.

Pour elle la vie des travailleurs compte peu à côté des profits qu'elle fait en obligeant des hommes à descendre toute leur vie dans ces trous dangereux. De plus, les mines de Liévin font partie d'un secteur de production de plus en plus délaissé au profit de sources d'énergie plus rentables, comme le pétrole ou l'atome, et elles sont artificiellement maintenues car il faut bien jusqu'au dernier 1/4 d'heure en tirer le dernier sou de profit. Les 43 mineurs sont morts dans un puits qui devait tôt ou tard fermer. Bien sûr, Chirac sera allé à l'enterrement, et y aura fait, la larme à l'oeil, un beau discours "rendant hommage" aux victimes... Mais tout cela est bien hypocrite. Nos camarades de la mine de Liévin sont morts pour le capital, pour quelques puissants et riches dont Chirac et Giscard sont les représentants en chef.

ABONNEZ-VOUS A COMBAT OUVRIER
ADRESSEZ-VOUS A NOS VENDEURS.